

HOOFDSTUK VIII. — *Eind- en intrekingsbepalingen*

**Art. 17.** Titel V van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering wordt ingetrokken wat betreft de bevoegdheid van de beroepsopleiding die ressorteert onder de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 18.** Onderhavig decreet treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.  
Brussel, 22 maart 2007.

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
belast met het Openbaar Ambt, en de Gezondheid

Ch. PICQUE,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
belast met de Sociale Cohesie

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
belast met de Begroting, de Bijstand aan Gehandicapte Personen  
en het Toerisme

Mevr. F. DUPUIS,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
belast met de Beroepsopleiding, het Onderwijs,  
de Cultuur en het Leerlingenvervoer

E. KIR,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
belast met de Sociale Actie, het Gezin en de Sport

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 221

[C - 2008/31017]

**21 NOVEMBRE 2007.** — Décret portant assentiment à l'accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'accord interne au 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat ACP-CE, fait à Luxembourg le 10 avril 2006

L'Assemblée de la Commission communautaire française et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**Art. 2.** L'accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'accord interne au 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat ACP-CE, fait à Luxembourg le 10 avril 2006, sortira son plein et entier effet.

Les représentants des Gouvernements des Etats membres de la Communauté européenne, réunis au sein du Conseil,

Vu le traité instituant la Communauté européenne,

Vu l'accord de partenariat ACP-CE, signé à Cotonou (Bénin) le 23 juin 2000, ci-après dénommé "accord ACP-CE",

Vu le projet de la Commission,

Considérant ce qui suit :

(1) Par une décision datée du 27 avril 2004, le Conseil a autorisé la Commission à ouvrir des négociations avec les Etats ACP en vue d'entreprendre une révision de l'accord ACP-CE. Ces négociations ont été clôturées le 23 février 2005, à Bruxelles. L'accord portant modification de l'accord ACP-CE a été signé le 25 juin 2005, à Luxembourg.

(2) Par conséquent, l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, du 18 septembre 2000, relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat ACP-CE, ci-après dénommé "accord interne" (1), devrait être modifié.

(3) Il convient de modifier la procédure établie par l'accord interne, afin de prendre en compte les changements apportés aux articles 96 et 97 conformément à l'accord portant modification de l'accord ACP-CE. Ladite procédure devrait également être modifiée pour tenir compte du nouvel article 11<sup>ter</sup>, dont le premier paragraphe constitue un élément essentiel de l'accord portant modification de l'accord ACP-CE.

Sont convenus des dispositions qui suivent :

Article 1<sup>er</sup>. L'accord interne entre les représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat ACP-CE est modifié comme suit :

1. L'article 3 est remplacé par le texte suivant :

« Article 3. La position des Etats membres pour la mise en œuvre des articles 11<sup>ter</sup>, 96 et 97 de l'accord ACP-CE, lorsque celle-ci couvre des questions relevant de leur compétence, est arrêtée par le Conseil statuant conformément à la procédure prévue à l'annexe. Si les mesures envisagées concernent des domaines relevant de la compétence des Etats membres, le Conseil peut aussi statuer sur initiative d'un Etat membre. »

2. L'article 9 est remplacé par le texte suivant :

« Article 9. Le présent accord, rédigé en un exemplaire unique en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, les vingt textes faisant également foi, sera déposé dans les archives du Secrétariat général du Conseil, qui en remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des Etats signataires. »

3. L'annexe est remplacée par le texte suivant :

« ANNEXE

1. La Communauté et ses Etats membres épuisent toutes les voies possibles de dialogue politique avec un Etat ACP prévues par l'article 8 de l'accord ACP-CE, sauf en cas d'urgence particulière, avant d'entamer la procédure de consultation, visée à l'article 96 de l'accord ACP-CE. Le dialogue prévu par l'article 8 doit être systématique et officialisé, conformément aux modalités définies à l'article 2 de l'annexe VII de l'accord ACP-CE. En ce qui concerne le dialogue mené aux niveaux national, sous-régional et régional, lorsque l'Assemblée parlementaire paritaire est concernée, celle-ci est représentée par ses co-présidents ou leurs représentants désignés.

2. Si, à l'initiative de la Commission ou d'un Etat membre, après avoir épuisé toutes les voies possibles de dialogue prévues par l'article 8 de l'accord ACP-CE, le Conseil estime qu'un Etat ACP a manqué à une obligation concernant un des éléments essentiels visés à l'article 9 ou à l'article 11<sup>ter</sup> de l'accord ACP-CE, ou dans des cas graves de corruption, l'Etat ACP concerné est invité, sauf s'il existe une urgence particulière, à procéder à des consultations conformément aux articles 11<sup>ter</sup>, 96 ou 97 de l'accord ACP-CE.

Le Conseil statue à la majorité qualifiée.

Dans les consultations, la Communauté, représentée par la présidence du Conseil et la Commission, s'efforce d'assurer l'égalité dans le niveau de représentation.

Ces consultations sont axées sur les mesures à prendre par la partie concernée et se déroulent conformément aux modalités fixées dans l'annexe VII de l'accord ACP-CE.

3. Si aucune solution n'a été trouvée à l'expiration des délais de consultation prévus aux articles 11<sup>ter</sup>, 96 ou 97 de l'accord ACP-CE, et en dépit de tous les efforts entrepris, ou bien immédiatement en cas d'urgence ou de refus de procéder à des consultations, le Conseil peut, conformément auxdits articles, décider, sur proposition de la Commission et en statuant à la majorité qualifiée, de prendre des mesures appropriées pouvant aller jusqu'à la suspension partielle. La même règle s'applique immédiatement en cas d'urgence ou de refus de procéder à des consultations. Le Conseil statue à l'unanimité en cas de suspension totale de l'application de l'accord ACP-CE à l'égard de l'Etat ACP concerné.

Ces mesures restent en vigueur jusqu'à ce que le Conseil ait eu recours à la procédure applicable, définie au premier alinéa, pour prendre une décision modifiant ou annulant les mesures précédemment adoptées ou, le cas échéant, pour la période indiquée dans la décision.

A cette fin, le Conseil révisé périodiquement, et au moins tous les six mois, les mesures précitées.

Le président du Conseil notifie les mesures ainsi adoptées à l'Etat ACP concerné et au Conseil des Ministres ACP-CE avant leur entrée en vigueur.

La décision du Conseil est publiée au *Journal officiel de l'Union européenne*. Si les mesures sont adoptées immédiatement, leur notification est adressée à l'Etat ACP et au Conseil des Ministres ACP-CE, en même temps qu'une invitation à procéder à des consultations.

4. Le Parlement européen est immédiatement et pleinement informé de toute décision adoptée en vertu des points 2 et 3. »

Article 2 Le présent accord est approuvé par chaque Etat membre conformément aux règles constitutionnelles qui lui sont propres. Le Gouvernement de chaque Etat membre notifie au Secrétariat général du Conseil l'accomplissement des procédures requises pour son entrée en vigueur.

Le présent accord entre en vigueur, pour autant que les dispositions du premier alinéa soient remplies, en même temps que l'accord portant modification de l'accord ACP-CE (2). Il reste en vigueur pour la durée dudit accord.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*

Bruxelles, le 21 novembre 2007.

B. CEREXHE,

Président du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé de la Fonction publique et de la Santé

Ch. PICQUE,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé de la Cohésion sociale

Mme E. HUYTEBROECK,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargée du Budget, des Personnes handicapées et du Tourisme

Mme F. DUPUIS,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargée de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire

E. KIR,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport

—————  
Note

(1) JO L 317 du 15 décembre 2000, p. 376

(2) La date d'entrée en vigueur de l'accord modifié sera publiée au *Journal officiel de l'Union européenne* par le secrétariat général du Conseil.

—————  
VERTALING

**FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 2008 — 221

[C - 2008/31017]

**21 NOVEMBER 2007. — Decreet houdende instemming met het intern akkoord tussen de vertegenwoordigers van de regeringen van de lidstaten, verenigd in de Raad, tot wijziging van het intern akkoord van 18 september 2000 betreffende de te nemen maatregelen en de te volgen procedures voor de uitvoering van het ACP-EU-partnerschapsakkoord, gedaan te Luxemburg op 10 april 2006**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie en Wij, het College, bekrachtigen wat volgt :

**Artikel 1.** Onderhavig decreet regelt een in artikelen 127 en 128 van de Grondwet bedoelde materie, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het intern akkoord tussen de vertegenwoordigers van de regeringen van de lidstaten, verenigd in de Raad, tot wijziging van het intern akkoord van 18 september 2000 betreffende de te nemen maatregelen en de te volgen procedures voor de uitvoering van het ACP-EU-partnerschapsakkoord, gedaan te Luxemburg op 10 april 2006, zal volledig uitwerking hebben.

De vertegenwoordigers van de regeringen van de lidstaten van de Europese Gemeenschap, verenigd in de Raad,

Gelet op het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap,

Gelet op het ACP-EU-partnerschapsakkoord, ondertekend te Cotonou (Benin) op 23 juni 2000, hierna « ACP-EU-akkoord » genaamd,

Gelet op het ontwerp van de Commissie,

Overwegende wat volgt :

(1) Door een beslissing gedateerd op 27 april 2004 heeft de Raad aan de Commissie toegestaan om onderhandelingen te beginnen met de ACP-staten met het oog op een herziening van het ACP-EU-akkoord. Deze onderhandelingen werden afgesloten te Brussel, op 23 februari 2005. Het akkoord tot wijziging van het ACP-EU-akkoord werd te Luxemburg ondertekend, op 25 juni 2005.

(2) Het intern akkoord tussen de vertegenwoordigers van de regeringen van de lidstaten van de Europese Gemeenschap, verenigd in de Raad, van 18 september 2000 betreffende de te nemen maatregelen en de te volgen procedures voor de uitvoering van het ACP-EU-akkoord, hierna « intern akkoord » (1) genaamd, zou bijgevolg moeten worden gewijzigd.

(3) De door het intern akkoord vastgestelde procedure zou moeten worden gewijzigd teneinde rekening te houden met de wijzigingen aangebracht aan de artikelen 96 en 97, overeenkomstig het akkoord houdende wijziging van het ACP-EU-akkoord. Deze procedure zou eveneens moeten worden gewijzigd om rekening te houden met het nieuwe artikel 11ter waarvan de eerste paragraaf een essentieel element vormt van het akkoord houdende wijziging van het ACP-EU-akkoord.

Er worden de volgende bepalingen overeengekomen :

Artikel 1. Het intern akkoord tussen de vertegenwoordigers van de regeringen van de lidstaten van de Europese Gemeenschap, verenigd in de Raad, van 18 september 2000 betreffende de te nemen maatregelen en de te volgen procedures voor de uitvoering van het ACP-EU-akkoord wordt als volgt gewijzigd :

1. Artikel 3 wordt vervangen door de volgende tekst :

« Artikel 3. De positie van de lidstaten voor de uitvoering van de artikelen 11ter, 96 en 97 van het ACP-EU-akkoord, wanneer het aangelegenheden betreft die ressorteren onder hun bevoegdheden, wordt bepaald door de Raad die beslist overeenkomstig de in de bijlage voorziene procedure.

Indien de overwogen maatregelen betrekking hebben op materies die ressorteren onder de bevoegdheden van de lidstaten, dan kan de Raad eveneens beslissen op initiatief van een lidstaat. »

2. Artikel 9 wordt vervangen door de volgende tekst :

« Artikel 9. Onderhavig akkoord, opgesteld in een enig exemplaar in de Duitse, Engelse, Deense, Spaanse, Estse, Finse, Franse, Griekse, Hongaarse, Italiaanse, Letse, Litouwse, Maltese, Nederlandse, Poolse, Portugese, Slowaakse, Sloveense, Zweedse en Tsjechische taal, de twintig teksten zijn eveneens rechtsgeldig, zal worden opgenomen in de archieven van het Algemeen Secretariaat van de Raad, die een gelijkvormig verklaard afschrift ervan zal overhandigen aan elk van de regeringen van de ondertekenende Staten. »

3. De bijlage wordt vervangen door de volgende tekst :

« BIJLAGE

1. De Gemeenschap en haar lidstaten putten alle middelen uit voor een politieke dialoog met een ACP-staat die zijn voorzien door artikel 8 van het ACP-EU-akkoord, behalve in geval van een bijzondere dringendheid, vooraleer de in artikel 96 van het ACP-EU-akkoord bedoelde raadplegingsprocedure aan te vatten. De door artikel 8 voorziene dialoog moet systematisch en officieel bekrachtigd zijn, overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 2 van bijlage VII van het ACP-EU-akkoord. Wat betreft de dialoog gevoerd op nationaal, subregionaal en regionaal vlak, wanneer de paritaire parlementaire vergadering betrokken partij is, wordt deze vertegenwoordigd door haar co-voorzitters of hun aangeduide vertegenwoordigers.

2. Indien de Raad, op initiatief van de Commissie of van een lidstaat, na alle in artikel 8 van het ACP-EU-akkoord voorziene middelen voor een dialoog te hebben uitgeput, oordeelt dat een ACP-staat heeft nagelaten te voldoen aan een verplichting wat betreft een van de in artikel 9 of artikel 11ter van het ACP-EU-akkoord bedoelde essentiële elementen, of in ernstige gevallen van corruptie, dan wordt de ACP-staat, behalve bij het bestaan van een bijzondere dringendheid, verzocht om over te gaan tot raadplegingen, overeenkomstig de artikelen 11ter, 96 of 97 van het ACP-EU-akkoord.

De Raad beslist met gekwalificeerde meerderheid.

Tijdens de raadplegingen probeert de Gemeenschap, vertegenwoordigd door het voorzitterschap van de Raad en de Commissie, om de gelijkheid van het niveau van vertegenwoordiging te verzekeren. Deze raadplegingen zijn gericht op de maatregelen die dienen te worden genomen door de betrokken partij en verlopen overeenkomstig de in bijlage VII van het ACP-EU-akkoord vastgestelde modaliteiten.

3. Indien er geen enkele oplossing is gevonden bij het verstrijken van de in de artikelen 11ter, 96 of 97 van het ACP-EU-akkoord voorziene raadplegingstermijnen, en in weerwil van alle gedane inspanningen, ofwel onmiddellijk bij een dringendheid of weigering om over te gaan tot raadplegingen, dan kan de Raad overeenkomstig genoemde artikelen op voorstel van de Commissie en beslissend bij gekwalificeerde meerderheid besluiten om de gepaste maatregelen te treffen die kunnen gaan tot een gedeeltelijke opschorting. Dezelfde regel is onmiddellijk van toepassing bij een dringendheid of weigering om over te gaan tot raadplegingen. De Raad beslist met eenparigheid van stemmen bij een volledige opschorting van het ACP-EU-akkoord ten aanzien van de betrokken ACP-staat.

Deze maatregelen blijven van kracht tot de Raad gebruik heeft gemaakt van de toepasbare, in het eerste lid bepaalde procedure, om een beslissing te treffen tot wijziging of annulering van de voorheen genomen maatregelen, of desgevallend tijdens de periode aangegeven in de beslissing.

De Raad herziet hiertoe voornoemde maatregelen op periodieke wijze, en tenminste om de zes maanden.

De voorzitter van de Raad betekent de aldus aangenomen maatregelen aan de betrokken ACP-staat en aan de ACP-EU-ministerraad voor de inwerkingtreding ervan.

De beslissing van de Raad wordt bekendgemaakt in het *Publicatieblad van de Europese Unie*. Indien de maatregelen onmiddellijk worden aangenomen, dan wordt hun betekening gericht aan de ACP-staat en aan de ACP-EU-ministerraad, terzelfder tijd als een uitnodiging om over te gaan tot raadplegingen.

4. Het Europees parlement wordt onmiddellijk en volledig ingelicht over elke beslissing aangenomen krachtens de punten 2 en 3. »

Artikel 2. Onderhavig akkoord wordt goedgekeurd door elke lidstaat, overeenkomstig de constitutionele regels die hem eigen zijn. De regering van elke lidstaat betekent de vervulling van de voor de inwerkingtreding vereiste procedures aan het Algemeen Secretariaat van de Raad.

Onderhavig akkoord treedt in werking voorzover de bepalingen van het eerste lid zijn vervuld, terzelfder tijd als het akkoord houdende wijziging van het ACP-EU-akkoord (2). Het blijft van kracht tijdens de duur van voornoemd akkoord.

Kondigen onderhavig decreet af en bevelen dat het wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 20 december 2007.

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
bevoegd voor Openbaar Ambt en Gezondheid

Ch. PICQUE,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
bevoegd voor Sociale Cohesie

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
bevoegd voor Begroting, Bijstand aan Gehandicapte Personen en Toerisme

Mevr. F. DUPUIS,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
bevoegd voor Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer

E. KIR,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
bevoegd voor Sociale Actie, Gezin en Sport

Nota

(1) *PB* L 317 van 15 december 2000, p. 376

(2) De datum van inwerkingtreding van het gewijzigd akkoord zal worden bekendgemaakt in het *Publicatieblad van de Europese Unie* door het Algemeen Secretariaat van de Raad.

#### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 222

[C – 2008/31018]

**21 NOVEMBRE 2007.** — Décret portant assentiment à l'accord modifiant l'accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000, fait à Luxembourg le 25 juin 2005

L'Assemblée de la Commission communautaire française et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**Art. 2.** L'accord modifiant l'accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000, fait à Luxembourg le 25 juin 2005 sortira son plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 novembre 2007.

B. CEREXHE,

Président du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé de la Fonction publique et de la Santé

Ch. PICQUE,

Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Cohésion sociale

Mme E. HUYTEBROECK,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargée du Budget, des Personnes handicapées et du Tourisme

Mme Fr. DUPUIS,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargée de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire

E. KIR,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport

VERTALING

#### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 222

[C – 2008/31018]

**21 NOVEMBER 2007.** — Decreet houdende goedkeuring van het akkoord tot wijziging van het partnerschapsakkoord tussen de leden van de groep van landen uit Afrika, het Caraïbisch Gebied en de Stille Oceaan, enerzijds, en de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, anderzijds, ondertekend in Cotonou op 23 juni 2000, gedaan te Luxemburg op 25 juni 2005

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie en Wij, het College, bekrachtigen wat volgt :

**Artikel 1.** Onderhavig decreet regelt een in artikelen 127 en 128 van de Grondwet bedoelde materie, krachtens artikel 138 van de Grondwet.